

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 03/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PMC ISOICHEM

4 rue Marc Sangnier
45300 Pithiviers

Références : VAT20250511
Code AIOT : 0010001230

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2025 dans l'établissement PMC ISOICHEM implanté 4 rue Marc Sangnier 45300 Pithiviers. L'inspection a été annoncée le 16/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PMC ISOICHEM
- 4 rue Marc Sangnier 45300 Pithiviers
- Code AIOT : 0010001230
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'entreprise PMC ISOCHEM est spécialisée dans la chimie à façon pour le secteur pharmaceutique.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS TOP 99%
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Réalisation des campagnes d'analyse PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Interdiction du PFOS (acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants (modifié par Rgl 2025/718)	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants (modifié par le Rglmt 2025/1399, applicable au 3/8/2025)	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
3	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Qualifications pour réaliser les campagnes	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'analyse PFAS		
5	Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
6	Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet
7	Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
8	Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1	Sans objet
9	Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente la liste des substances fluorées présentes sur site, comportant en particulier les matières premières, les produits fabriqués et les substances traitées ou susceptibles d'être rejetées. La liste est communiquée à l'inspection.</p> <p>La méthode de recherche et d'identification est conforme aux attentes.</p> <p>Les seules substances identifiées actuellement sur le site comme relevant de la définition des Pfas sont :</p>

- l'acide trifluoroacétique (TFA) : employé comme solvant au niveau du laboratoire, à raison de quelques millilitres et dont tous les rejets sont incinérés ;
- les émulseurs de mousse anti-incendie.

Les émulseurs ne sont pas utilisés lors des exercices, qui sont réalisés à l'eau non additivée.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2025, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

VU : consultation de la base de données Gidaf en date du 6 octobre 2025 : les données saisies par l'exploitant dans Gidaf montrent la réalisation des 3 campagnes, en date du 15/03/24, du 16/04/24 et du 15/05/24, sur deux points de rejets :

- Point de rejet 1 EI (Eaux Industrielles) ;
- Point de rejet 3 EPnp+Epp+TAR (Eaux pluviales non polluées, Eaux Pluviales susceptibles d'être Polluées, Tour AéroRéfrigérante);

Le périmètre de recherche a porté sur les 20 PFAS dit « AEP » ainsi que sur l'AOF (fluor organique adsorbable sur charbon actif), aucun Pfas d'émulseurs n'a été recherché. Certains paramètres additionnels non obligatoires ont été recherchés (carbone organique, Fluorures...) leur saisie n'a pas été exhaustive dans Gidaf.

Des analyses d'eaux amont, non obligatoires, ont été réalisées mais non saisies dans Gidaf, elles ne mettent en évidence ni Pfas, ni AOF (avec les limites de quantification de l'AM du 20/06/2023).

L'absence d'analyse sur le point de rejet n°2 est justifiée (cf art. 5 de l'APC du 28/01/2022) par l'absence de panne sur le système de relevage.

Les débits saisis aux points 1 et 3 sur les déclarations gidaf sont cohérents avec l'arrêté

d'autorisation et les déclarations de l'exploitant.
<i>L'exploitant ne dispose pas de résultats concernant les Pfas présents dans les émulseurs.</i>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée :
L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats :
VU : les données saisies par l'exploitant dans Gidaf montrent la réalisation des 3 campagnes, en date du 15/03/24, 16/04/24 et 15/05/24. Les déclarations ont été saisies le mois même de chaque prélèvement (03/2024, 04/2024, 05/2024). Aucune erreur manifeste de saisie n'est constatée.
<i>Pas d'écart constaté.</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée :
Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats :

<p>Vu : les rapport saisis par l'exploitant dans gidaf.</p> <p>Les prélèvements ont été réalisés par le bureau d'étude IRH - Accréditation COFRAC n°1-7208</p> <p>Les analyses ont été réalisées par EUROFINs IDF Accréditation essais 1-2024 avec sous-traitance auprès d'EUROFINs Maxeville COFRAC ESSAIS 1-0685.</p> <p><i>Pas d'écart constaté.</i></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau</p> <p>Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</p> <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) $\leq 25 \mu\text{g/l}$</p> <p>Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Vu : Les résultats des 3 campagnes mettent en évidence des concentrations en PFOS inférieures à la limite de quantification de l'AM du 20/06/2023 fixée à 0,1µg/L, sur les deux points de rejet.</p> <p><i>Pas d'écart constaté.</i></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14
Thème(s) : Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en oeuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire</p>

nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
Courriel UD-DREAL du 12/09/2024 demandant un plan d'actions à l'exploitant

Constats :

Considérant les flux de rejets moyens en AOF (Fluor Organique Adsorbable) quantifiés lors des 3 campagnes réglementaires, le site fait partie des principaux émetteurs d'AOF au niveau national. Le flux d'AOF n'a toutefois été observé que sur une des trois campagnes, en l'absence de Pfas (parmi les 20 PFAS AEP recherchés). Suite à cette observation, la DREAL a demandé par courrier du 12/09/2024 réf « JC n° 352 / 2024 » l'instauration d'un plan d'actions à l'exploitant pour identifier l'origine de ce flux d'AOF ;

Vu : les premiers éléments de réponse transmis par courriel en date du 24/10/2024 mentionnant les actions envisagées ;

Vu : le plan d'action de l'exploitant transmis par courriel en date du 28/11/2024 et préalablement présenté lors de la visite d'inspection du 26/11/2024 ;

La définition du plan d'action prévoit notamment dans son axe « investigation » d'approfondir la recherche de la cause du marquage en AOF par le dosage d'une substance fluorée organique ne relevant pas de la définition des PFAS (telle que mentionnée dans l'arrêté du 20/06/2023, c'est à dire la définition retenue par l'OCDE) mais pouvant expliquer la présence de fluor organique dosé par l'AOF.

Constat : le plan d'action établi par l'exploitant est proportionné et conforme à la demande de la DREAL.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mesures d'investigation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Constats :

Vu : le courrier de réponse de l'exploitant réf « VM/07/2025 » en date du 03/07/2025 présentant les résultats de son plan d'action ;

L'exploitant a identifié une substance organique fluorée qui ne répond pas à la définition des

PFAS. Cette substance est susceptible d'être rejetée dans les eaux industrielles lors de conditions de fonctionnement non optimales des installations.

L'exploitant a réalisé des courbes de dosage de l'AOF à différentes concentrations de cette substance non Pfas. Les mesures réalisées montrent :

- que la substance génère effectivement une réponse linéaire du marquage en AOF ;
- que les concentrations mesurées au rejet peuvent être expliquées par la présence de cette substance.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Mesures de suppression/réduction

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1+ L.523-6-1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets

Prescription contrôlée :

L. 110-1 :

1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.

L. 523-6-1 /

La France se dote d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles, de manière à tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.

Cette trajectoire, la liste des substances concernées ainsi que les modalités de mise en œuvre du présent article sont précisées par décret.

Constats :

A ce stade, en l'absence de Pfas quantifié dans les rejets et en considérant, sur la base des résultats présentés par l'exploitant, que l'AOF mesuré n'est pas lié à des Pfas mais à un principe actif fluoré ne relevant pas de la définition des Pfas, la réduction des rejets demandée par la loi du 27/2/2025 n'est pas applicable au site de Pithiviers.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mesures de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
Constats : L'exploitant déclare ne pas mettre en place une surveillance particulière de ses rejets en AOF, le plan d'action qu'il a mis en œuvre ayant permis d'identifier selon lui la molécule non Pfas à l'origine du marquage en AOF. <i>Pas d'écart constaté.</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Interdiction du PFOS (acide perfluorooctane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants (modifié par Rgl 2025/718)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : Article 3 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. [Le PFOS est inscrit à l'annexe I.] Article 4 1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants: b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II. Annexe I 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux PFOS en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.
Constats : L'exploitant doit être en mesure de fournir la liste des PFAS, et de leurs composés apparentés, contenus dans les deux émulseurs employés sur le site en interrogeant ses fournisseurs ou, en l'absence de réponse, en faisant analyser ces émulseurs. Dans ce cas, l'analyse devra porter <i>a minima</i> sur les PFAS listées dans le tableau ci-après et inclure l'identification des précurseurs

oxydables selon la méthode TOP Assay.

CAS	code Sandre	Acronyme	nom_FR
375-22-4	5980	PFBA	A c i d e perfluorobutanoïque
2706-90-3	5979	PFPeA	A c i d e perfluoropentanoïque
307-24-4	5978	PFHxA	A c i d e perfluorohexanoïque
375-85-9	5977	PFHpA	A c i d e perfluoroheptanoïque
335-67-1	5347	PFOA	A c i d e perfluorooctanoïque
375-95-1	6508	PFNA	A c i d e perfluorononanoïque
335-76-2	6509	PFDA	A c i d e perfluorodécanoïque
2058-94-8	6510	PFUnDA	A c i d e perfluoroundécanoïque
307-55-1	6507	PFDoDA	A c i d e perfluorododécanoïque
72629-94-8	6549	PFTTrDA	A c i d e perfluorotridécanoïque

423-41-6	9122	PFPrS	A c i d e perfluoropropane sulfonique
375-73-5	6025	PFBS	A c i d e perfluorobutanesulfo nique
2706-91-4	8738	PFPeS	A c i d e perfluoropentanesulf onique
355-46-4	6830	PFHxS	A c i d e perfluorohexane sulfonique
375-92-8	6542	PFHpS	A c i d e perfluoroheptane sulfonique
1763-23-1	6561	PFOS	A c i d e perfluorooctane sulfonique
68259-12-1	8739	PFNS	A c i d e perfluorononane sulfonique
335-77-3	6550	PFDS	A c i d e perfluorodecane sulfonique
749786-16-1	8740	PFUnDS	A c i d e perfluoroundécane sulfonique
79780-39-5	8741	PFDōDS	A c i d e

			perfluorododécane sulfonique
757124-72-4	7945	4:2 FTSA	4:2 fluorotelomer sulfonic acid
27619-97-2	7893	6:2 FTSA	6:2 fluorotelomer sulfonic acid
39108-34-4	7946	8:2 FTSA	8:2 fluorotelomer sulfonic acid
120226-60-0	9109	10:2 FTSA	10:2 fluorotelomer sulfonic acid
754-91-6	6548	FOSA	Perfluoro-1-octanesulfonamide
31506-32-8	7089	MeFOSA	N-méthyle perfluorooctane sulfonamide
34455-29-3	7991	6:2 FTAB	6:2 fluototelomer alkylbetaine
34455-22-6	7992	6:2 FTsaAM	6:2 Fluorotelomer sulfonamide amine
34455-21-5	9362	8:2 FTAB	8:2 fluototelomer alkylbetaine

Si les résultats montrent que les émulseurs contiennent des PFAS réglementées (PFOS, PFHxS, PFOA) en concentration supérieure aux limites UTC (concentration non intentionnelle), l'exploitant devra présenter un plan de substitution de ces émulseurs, de nettoyage des installations ayant été en contact avec ces émulseurs et d'élimination de ces émulseurs et des eaux de nettoyage.

L'exploitant ne dispose pas de résultats attestant d'une concentration en PFOS inférieure aux

traces admissibles pour la présence non intentionnelle dans ses deux types d'émulseurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : Article 3 1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. [Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.] Article 4 1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants: b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II. Annexe I 3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.
Constats : <i>L'exploitant ne dispose pas de résultats attestant d'une concentration en PFHxS inférieure aux traces admissibles pour la présence non intentionnelle dans ses deux types d'émulseurs.</i>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants (modifié par le Rglmt 2025/1399, applicable au 3/8/2025)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.</p> <p>4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au 3 août 2028.</p> <p>4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.»</p> <p>6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:</p> <p>a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;</p> <p>b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;</p> <p>c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</p>
<p>Constats :</p> <p><i>L'exploitant ne dispose pas de résultats attestant d'une concentration en PFOA inférieure aux traces admissibles pour la présence non intentionnelle dans ses deux types d'émulseurs.</i></p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>